

Financement qui mérite confiance

HOUSEHOLD FINANCE

113, rue Marie 233-9111

LA 7

100-65-1-434-24

PROVINCIAL LIBRARY

100, rue de la Loi

WENTWORTH 1-MAN

ENTÉE ET LE PATRIOT

ST-BONIFACE, MANITOBA, VENDREDI 22 JANVIER 1965

La Chapelle Funéraire

Philippe COUTU

156, rue Marie, St-Boniface, Man. Tel. 233-7453

AVIS

A partir de la première semaine du mois de février, notre journal sera imprimé le mercredi midi, une journée plus tôt qu'à l'heure actuelle. En d'autres mots, l'heure limite pour la réception des copies sera fixée au mardi midi. Cette décision veut dire que tous les correspondants devront faire parvenir leurs textes plus tôt et que les manuscrits qui ne dépendent pas de l'événement qu'ils doivent couvrir les jeudi et vendredi pour publication dans la semaine suivante. En attendant que cela est possible, on gardera les journaux de lundi et mardi pour la composition de nouvelles courantes.

Ce changement est dicté par le fait que dans certains jours le journal n'est pas livré avant la fin de la semaine. Aussi les agences de publicité constatent que le jeudi devient de plus en plus la journée des achats, surtout en été. Pour la nouvelle générale le journal jouera aussi davantage le rôle qui lui incombe de plus en plus, celui de résumer et de commenter la période qui s'étend du dimanche au dimanche.

Faisant ce changement comporte non seulement des avantages, mais aussi des problèmes. Il se fera à l'ère d'aujourd'hui pour six mois. En conséquence, ceux qui sont obligés de se faire de nouvelles habitudes devront se consacrer à la pensée qu'ils sont en bonne compagnie, le personnel de la rédaction devant aussi s'en accommoder.

Pour l'éditorial, le 3 février 1965.

Exposition du Québec à l'Université d'Alberta

QUÉBEC — "Aspects du Québec contemporain", tel est le titre sous lequel se tiendra du 23 au 30 janvier, une exposition qui aura lieu au campus de l'Université d'Alberta, à Edmonton. Voilà ce qu'a annoncé le ministre des Affaires culturelles du Québec, M. Pierre Laporte. Il a ajouté qu'il avait accepté l'invitation de l'Union des Étudiants de l'Université d'Alberta, qui se rendra à Québec, lors de la clôture de cette semaine d'étudiants, le 30 janvier.

Le groupe des étudiants canadiens-français du Collège bilingue de Pédagogie, qui est affilié à l'Université, a en effet reçu le mandat de l'Union des Étudiants, d'organiser la partie culturelle de cette Semaine d'étudiants. À cette fin, le groupe, dirigé par M. Bernard Lefebvre, a demandé le concours du Service du Canada français d'outre-frontière du ministère des Affaires culturelles, en vue de monter une exposition qui offrirait quelques aspects du visage moderne du Québec.

Le Service, par son directeur, M. Georges-Henri Daigne, a obtenu la collaboration de plusieurs organismes gouvernementaux et semi-publics, qui ont versé à Edmonton, des pièces, toiles, cartes, diagrammes, films relatifs à la politique, aux affaires domestiques, à l'industrie et au commerce, à l'électricité, à l'immigration, au tourisme et à l'économie. Une liste complète des participants sera publiée prochainement.

L'élection du Général des Jésuites

ROME (CCC) L'élection du nouveau P. général de la Compagnie de Jésus, qui accèdera au P. P. Jean-Baptiste Janssens, décédé le 5 octobre 1964, aura lieu au mois de mai.

Nomination à l'Assurance-Vie Desjardins

Dr Maurice Demay

L'Assurance-Vie Desjardins est heureuse d'annoncer la nomination du docteur Maurice Demay, M.D., de North Battleford, Sask., à son Conseil d'administration.

Le Dr Demay est nommé à St-Boniface, Sask.

Le Dr Demay est né à St-Boniface, Sask. Il a fait ses études au Collège de Gravelbourg, ainsi qu'à l'Université Laval de Québec. Il est spécialisé en psychiatrie.

Le Dr Demay est vice-président de la Société de Radio-Prairies Nord-Litt.



Le nouveau membre de la Cour du Banc de la Reine au Manitoba, l'hon. Louis Desautels a été assermenté lundi matin.

À cette occasion, les quatre juges de langue française de la province ont bien voulu ajuster leurs lunettes pour rendre la photo "historique". À droite de la photo, l'on voit le vénérable magistrat de la Cour de la Reine, l'hon. M. Desautels, à côté du juge Henri Lacombe, de la ville cathédrale, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

Le juge Henri Lacombe, ce vétéran doit se rappeler en cette

circonstance comment, à l'occasion de la fondation de l'AEFCM, en 1916, on craignait la fin de la vie française au Manitoba.

À l'extrême gauche, le nouveau membre de la magistrature, le juge Desautels. À sa gauche, l'on reconnaît l'estimé juge de la Cour de comté de St-Boniface, Son Hon. le juge Léon Béland. Enfin, l'hon. M. Desautels, à la Cour d'Appel, qui a été désigné l'an passé "l'homme de l'année" par les Amis de la Justice.

On s'attaquera dès février à la réfection de la carte électorale

OTTAWA — Toutes les nominations aux dix commissions provinciales commises à la réfection de la carte électorale ont été confirmées et il n'est resté plus que quelques formalités à remplir avant que l'on se mette à la tâche.

Le président de la Chambre des Communes, M. Alan Macnaughton, en matière de courtoisie, communiquera par écrit avec les cinq chefs de parti afin de les informer du choix qui a été fait des 20 membres de la commission, soit deux pour chaque commission de quatre membres.

Les présidents de ces organismes, deux par les ligues en chef des provinces, ont été désignés. La quatrième membre de chaque commission est M. Nelson Castonguay, commissaire à la représentation fédérale.

La liste de Macnaughton a été transmise au secrétaire d'État, M. Lamontagne, vendredi dernier. Il faut maintenant que le conseil des ministres adopte un arrêté afin de rendre les nominations légales.

On s'attend que ces commissions soient annoncées entre le 20 et le 25 janvier, début ultime pour la proclamation.

La loi, votée à la fin de l'an dernier, représente la plus grande expérience du Canada destinée à assurer une distribution des sièges électoraux dans un sens à peu près proportionnel et cela par un organisme indépendant.

Par le passé, un comité parlementaire fixait les frontières des circonscriptions électorales et la majorité que détenait le gouvernement dans ce comité, le claudonnait parfois un air politique.

Une semaine après la proclamation, les commissions commenceront leurs premières réunions et s'attacheront à une tâche qui n'est pas des plus faciles. Afin de ramener les comités à un chiffre plus représentatif de la population, les circonscriptions urbaines recevront un plus

grand nombre de sièges aux dépens des campagnes.

Les parties politiques devront reconstruire leurs organisations locales, travail qui exigera d'eux de trois à six mois après que les nouvelles frontières auront été établies. Elles auront aussi à faire un commencement de l'an prochain.

Pour M. Macnaughton, le choix des 20 commissions représentatives de la tâche n'est pas facile qu'il ait eu à accomplir au cours des deux années qu'il a eues la tâche d'arbitre entre les partis.

La fonction lui échoit lorsque le parti démocratique a été déclaré victorieux à des élections du projet de loi qui autoriserait le Premier ministre et le chef de l'Opposition à désigner un membre de chaque commission.

Cela sentait encore au partisanisme politique, clamait le parti néo-démocratique.

Afin de résoudre ce problème, M. Macnaughton a insisté sur le fait que les commissions ne devaient pas être des organismes politiques, mais des organismes purement électoraux.

Les commissions ont été constituées par le Premier ministre, les chefs de partis politiques, les officiers régionaux en chef. M. Daulton, affirme-t-on, ne fut pas politique active.

Il n'est pas de la même façon en chef au sujet de la nouvelle loi en ce qui concerne le choix des présidents. M. Castonguay a fait le tour du pays en avion après qu'il eût adopté la loi relative à la répartition des sièges.

À la mi-avril 1966

Le travail des commissions pourra commencer prochainement à la suite de la proclamation de la loi. Les commissions commenceront à travailler dès l'an prochain.

La loi fixe un délai d'un an à la présentation du rapport des commissions au parlement. Il faudra à l'Ontario et à Québec la plus grande partie de l'année pour accomplir ce travail. Il faudra évidemment moins de temps pour exécuter les commissions dans les autres provinces.

Les articles de la loi concernant les commissions ne prévoient pas de délai pour la présentation des commissions. Elles devront commencer à travailler dès l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

Les commissions ne devront pas commencer à travailler avant le 1er mai de l'an prochain.

M. Johnson présente un programme massif d'aide aux écoles privées

WASHINGTON — Le président Johnson a présenté au Congrès un programme massif d'aide aux écoles privées, comprenant une forme d'assistance indirecte aux élèves d'écoles privées.

Dans un message consacré entièrement aux problèmes de l'éducation, le chef de l'exécutif a requis du Congrès une somme globale de \$4,100,000,000 pour l'assistance aux établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur dont \$1,500,000,000 seront destinés à des programmes entièrement nouveaux.

Soulignant la crise qui sévit actuellement au sein du système éducatif américain, M. Johnson a déclaré que le programme d'aide aux écoles privées était une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles privées est une réponse à la crise.

Le programme d'aide aux écoles

**Un directeur et un inspecteur
de l'enseignement français
au Manitoba... ça presse!**

Faisant partie de la structure du département, ces deux postes seraient orientés de façon à sauvegarder l'intérêt général de la province et en même temps, étant dépendants jusqu'à un certain point de la collaboration généreuse de la population francophone, ils en refléteraient les aspirations scolaires les plus authentiques.

Prestige trois ans plusieurs façons. Le promouvoir le prestige de la province, de la Manitoba ont été signalés aux autorités des progrès indéniables ont été réalisés. Cependant ça ne va pas assez vite ni par rapport à la crise d'unité canadienne ni par rapport aux besoins de la jeunesse franco-manitobaine. Le temps est venu d'avoir recours aux grands moyens par des gestes officiels spécifiques immédiats. Ça presse...

**On éliminera le séparatisme
en rendant le Canada passionnant**

3. Que les provinces disposent des mêmes droits sociaux qu'ont les Anglais du Québec.
2. Que dans chaque province les catholiques disposent des mêmes droits sociaux qu'ont les protestants au Québec.
3. Que les français aient le même statut que l'anglais dans toutes les Cours du pays.
4. Que le système fédéral devienne authentiquement bilingue au cours des trente prochaines années; on atteindrait cet objectif d'abord en offrant le premier aux fonctionnaires bilingues et ensuite en exigeant le bilinguisme.
5. Que tout Canadien puisse écrire à n'importe quel gouvernement fédéral ou provincial en français qu'il veut, anglais et qu'il puisse recevoir une réponse dans la langue qu'il a utilisée pour s'adresser au gouvernement en question.
6. Que les provinces désignent les deux tiers des sénateurs.
7. Que les provinces désignent

Pour sa part, M. Balfantyne a élaboré 22 suggestions concrètes en vue d'édifier "un Canada meilleur et plus heureux". Il a soumis neuf de ces suggestions au cours de sa causerie.

1. Que les Français dans cha-

Cette photo montre une peinture de Mme Pauline Boutil, sur laquelle figure l'allongé "chapelet" du côté est de l'ancienne maison provinciale des Soeurs Grises, rue Tache, St-Boniface. Elle a été publiée sur le "Winipeg Tribune" en illustration d'un article sur les "transmutations" qu'on apporte à cette maison pour en faire un musée. Dans cet article, M. J. Bernier, M. Marius Benoit a rendu que les fondations de l'édifice historique ont été renforcées. On procède au plâtrage, etc., tandis que la Société Historique collectionne des meubles et se prépare à transporter ses "trésors" sous ce toit. Les tambours à gauche dans la photo ont été enlevés (Photo Tribune)

Un "Front Populaire" qui n'ose s'avouer

niens. Position inconfortable, certes, mais qui peut être vue sous un habile jeu d'équilibre, pour peu qu'on s'attache soit suffisamment à l'homme, soit à la chose. Car le risque, pour Guy Mollet et ses amis, n'est pas de perdre tout aussi bien de perdre les deux tableaux, que de perdre, dans le même temps, une partie tenue d'une certaine affection psychol o g i q u e qui semble l'affecter, l'U.N.R. perdure les périls que lui fait courir cette loi électorale et de couperet qu'elle a osée. Aussi bien, les chefs de listes s'efforcent-ils même de "dépoussiérer" la com-

[illegible]

de leurs leaders...
la confiance peut-on fa...
des hommes qui se pré...
ent au regard de certa...
-pensants comme le mel...
des barrages aux révo...
nistes et qui, aveuglés p...
ressentiment, s'allaient é...
à ces mêmes communis...
n raison de l'évolution d...
poli politique en France, o...
pou de la clarté et de l'...
ité s'impose chaque jou...
antage, l'U.N.R. possède le...
argument de premier or...
pour faire pièce aux...
mbinaisons" de ses adver...
saires. Mais la bataille ne fa...
s'engager...
Maurice HERI...

Mais, outre ces bienfaits "techniques", le nouveau mode de scrutin doit aboutir — c'est du moins ce que pen-

Le moyennage passait engendrer des éléments révolutionnaires. En 1953, dans "Saturday Night and Filion" aversait le roi d'anglais que les Canadiens n'ont pas de révolution à attendre dans le tourbillon du monde, et qu'il en résulte d'énormes conséquences pour le pays.

Le parti de Canadiens anglais ou français coéxistait aux hommes. Toutefois, plusieurs idées se frayèrent. En juin au sein de la Fédération du Québec, premier pas vers ce qui tenait d'abord à la sécession des principes de base.

Les années "50", poursuis Desbarats, comportèrent une coexistence négative avec Duplessis. Les idées de la gauche, l'extrême, les quelques frères qui très peu de se fermèrent le Canadian franc, et, qui rien ne se ressemblait.

En 1960, l'indépendantisme, tout d'abord calme, pourquoi la grande majorité des Canadiens anglais était préparé à ce qui coexistait de se produire après 1960.

Après 1960, les Canadiens ont le reste leur parole et leur avenir.

Le sens de la nomination d'un évêque auxiliaire français à Sault-Ste-Marie

l'Evêque qui lui imposera
mains, comme Mgr Carter,
même sorte que Mgr Proulx et
nous puissions nous élever
deus de notre faiblesse hu-
maine pour édifier le peuple de
et le conduire à la vie éter-
nelle.

Mgr Proulx sera consacré à
Bay le 24 février pro-
chain, en la fête de saint Ma-
thieu, par Son Exc. Mgr Ale-
xis Carter. Celui-ci sera as-
sisté de son frère, Son Exc. Mgr
J. J. Proulx, évêque de Lon-
don, et de Son Exc. Mgr

Je me souviens...

par J.-R. Doiron

de froid rigoureux où le mercure était descendu jusqu'à 40 degrés sous zéro. Bien qu'il n'y avait pas d'épidémie à cette époque, les hôpitaux du Grand-Winnipeg ont vu quel achèvement l'hôpital général de Winnipeg comptait 666 malades; à Boniface, 394; à la Miséricorde, 170 malades et 40 décès; à l'hôpital Victoria, 112 patients. (Il faut bien se rendre compte que ces chiffres ne sont pas encore construits les rendissements que nous leur faisons aujourd'hui.)

La paroisse de Ste-Anne-à-Chènes, Minn., comptait 11 familles catholiques, dont 110 personnes. Outre ces familles catholiques, on en comptait 30 autres pour une population totale de 1,274 âmes. Au cours

Pour la deuxième fois dans l'espace de trois semaines, un incendie se déclarait au couvent de Lorette, Man. Le dernier incendie détruisait la crèche et endommageait fortement la chapelle.

Les nouveaux commissaires de l'école du Sacré-Cœur de Winnipeg étaient MM. J.-H. Léveillé, Hervé Salm, De Bélair et H.-W. Poirier.

Y a t-0 20 ans (1945). Une assemblée importante composée de représentants de districts scolaires se tenait à Montmartre, Sask., où fut organisée la défection de protestants contre l'établissement de grandes unités scolaires, surtout celles qui portaient atteintes aux droits des catholiques. La réunion était sous la présidence de M. L.-P. Les officiers de la Société Jean-Baptiste de Winnipeg pour l'année 1945 étaient: J.-R. Rheaume, président; Victor Guilbert, vice-président; Léveillé, secrétaire; W. Poirier, trésorier; Jacques

Radio-St-Boniface Limitée a tenu hier la première réunion ordinaire des actionnaires-fondateurs. Ce groupe était composé d'un nombre imposant de membres du clergé, de religieux et de laïcs. Le Dr Henri Guyot fut élu à la pré-

Il y a 10 ans (1955)
Les élections à l'Association des Commissaires d'économie de langue française du Manitoba donnaient les résultats suivants: président, M. Pierre Lymbault, de St-Boniface; vice-président, M. Albert

allant, de Letellier; 2e vice-président, M. Auguste Pineau, de Ste-Rose-du-Lac; conseillers, MM. André Archambault, de Ste-Amélie, Gérard Roy, de St-Pierre-Jolys, Alphonse Nadeau, de Somerset, de Marion, de St-Jean-Baptiste, et Paul Martin, de St-Laud. Mlle Yoïande Gendron était la secrétaire de l'association.

Le Club des 100 (contribuables de \$25.00 chacun à l'Association d'Education du Manitoba) avait atteint le nombre intéressant de 183. C'est pourquoi ce Club a été nommé le Club des 200. (Il est intéressant de noter que l'A.C.A.F. de la Saskatchewan a aussi établi un club semblable. C'est à souhaiter.

La ville de Montréal comptait 1,535,794 âmes; la banlieue, composée de quatorze municipalités, comptait 278,160 âmes. Le Montréal métropolitain était donc peuplé de 1,814,064 personnes.

Les lauréats aux examens de décembre au Juniorat de Ste-Famille étaient: Méthode, Gérard Glenn, Gabriel

ty, Paul St-Hilaire; Syntaxe
Laurice Emond, André Le
in, Benoit Remillard; Elé
ments latins, Hervé Gagné
drien Jubinville, Edmond
acasse; Eléments français
Laurent Delaurier, Lauren
isson; groupe Provencher
ames Craig, premier en 11
nnée.

tielford, Sask., tenait sa première réunion de la saison en un programme intéressant. Il avait été préparé, et le R. P. J. Lassonde, O.M.I., présenta les prix de français décernés à Mlle Yvette Prince et Sylvianne Bellavance. Les élections donnèrent les résultats suivants: M. Belhumeur, président; M. R. Marcotte, vice-président; Mme A. Bailly, trésorier, secrétaire; chefs de colonies, MM. J.-A. Breton et Dumonceaux, la Rév. Sr Pierre-Célestin, Miles Marie Blais et Corinne Prince.

**INSTITUT COLLÉGIAL
PROVENCHER**
dirigé par les Marianistes

Le programme d'affaires pour les jeunes

Pendant deux heures, un soir chaque semaine du mois de septembre au mois de mai, 600 jeunes gens apprennent la fonction

produits peuvent varier des jeux d'enfants à des tables de salon, selon leur choix.

Pour fonder la compagnie, les jeunes vendent des parts au public au prix d'un dollar chacune.

Dans 370 communautés du Canada et des États-Unis, des jeunes des classes de 10e, 11e et 12e années dirigent eux-mêmes des compagnies. Groupés par provinciale, ils forment des com-

Retraite conjugale
La Villa Maria, St-Norbert
 Au cours de la fin de semaine du 26 au 28 février, Villa Maria accueillera 35 couples de langue française pour leur offre de

Chaque année, plusieurs retraites de ce genre figurent au programme. Elles semblent répondre à un besoin pressant, puisqu'elles furent dès les débuts et demeurent encore très populaires.

Une retraite conjugale, tout en conservant les éléments de base d'une retraite ordinaire —

intérêt particulier à la vie de famille. D'abord, les instructions et méditations traitent d'une façon plus spécifique et plus approfondie de la spiritualité du mariage. On se livre à une étude pratique des relations entre é-

creusement et la vie du mariage sous ses aspects positifs et dynamiques. Chaque couple, au cours de la retraite, est invité à étudier en commun ses problèmes et à reviser son idéal. S'ils le jugent opportun, le mari et

consulter un des directeurs de la retraite.

Un tel effort tenté à deux ne peut manquer d'améliorer sensiblement la qualité de la vie conjugale des couples qui s'y adonnent. C'est là très souvent une occasion unique de résoudre nombre de problèmes.

Ne tardez pas à vous inscrire

30, boniface music
120, avenue Provancher
Téléphone: 211-7332
Résidence: CE 3-4683
Leçons de musique
Ouvert de 6 h. à 9 h. p.m., sauf le samedi, ouvert toute la journée


NOUVEAU **NOUVEL**

EPICERIE MAGER

DORWIN INDUSTRIES LTD.
1524, RUE ERIN, WINNIPEG
Écrivez et nous enverrons gratuitement nos prospectus en aluminium Alcan

Enlèvement gratuit — Aucune obligation
Représentant: J.-A. Pelletier
Téléphones: Bureau, SP 2-0451; Résidence, 233-5618


HARRY'S
BAKERY

OVEN  FRESH
BAKED GOODS

Frais sortant du four de la boulangerie
SPECIAUX, VENDREDI ET SAMEDI

Biscuits	18c la douzaine
Gâteau riche au beurre, régulier 55c	maintenant 48c

190, avenue Provencher, St-Boniface
vis-à-vis de l'Hôtel de Ville



Elégantes chaussures
pour dames, hommes et enfants
MAGASIN DE CHAUSSURES
Réparations de chaussures
J-P GUAY

196, avenue Provencher,
St-Boniface
Téléphone: CEdar 3-1119

CITÉ DE ST-BONIFACE
AVIS
AVIS est par les présentes donné que le Rôle d'Évaluation pour taxes d'affaire de la Cité de St-Boniface, pour l'année 1985, est communiqué, et pourra être examiné à mon

tion devront dresser leur plainte à mon bureau pas plus tard que le quinzième jour de février, A.D. 1965.

La Commission de Révision de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg tiendra la Cour de Révision en la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville de St-Boniface, le mercredi, vingt-quatrième jour de février, A.D. 1965, à 7 h. 30 du soir, pour examiner lesdites évaluations et recevoir toutes plaintes y relatives reçues dans le délai ci-dessus spécifié. Les plaintes ou demandes de révision devront se faire par écrit et l'on devra y donner les raisons et la nature

question. Les demandes doivent être adressées au Greffier.
DONNE à Saint-Boniface, ce vingt-deuxième jour de
janvier, A.D. 1965.
Maurice PRUD'HOMME
Greffier

INSTITUT COLLÉGIAL PROVENCHER

dirigé par les Marianistes

Responsables Denis Lebasnier,
Gérard Cuvillier, Claude Martin.



Le programme d'altaires

pour les jeunes.

Pendant deux heures, un soir chaque semaine du mois de septembre au mois de mai, 600 jeunes des classes 11e, 11e et 12e années dirigés eux-mêmes des compagnies. Groupés par classes, ils forment des compagnies dont chacune élit des responsables, détermine la demande pour un produit donné et décide de sa production. Les produits peuvent varier des Jeux enfants à des labies de saison, des sacs pour chapeaux.

Pour fonder la compagnie, les jeunes vendent des plats au pique-nique pour 1 dollar chaque. Cet argent est utilisé pour acheter le matériel et autres fournitures, louer les outils de travail et un local.

Maintenant les jeunes sont prêts à manufacturer. Le produit est lancé sur la chaîne de production. A ce stade les jeunes font 500,000 de la production de la chaîne.

Par la suite, les jeunes de la communauté exécutent la vente de porte en porte du produit manufacturé. Plus de \$2,000,000 de la production de la "Junior Achievement" sont vendus cette année.

Les salaires distribués par la "Junior Achievement" indiquent la modeste des moyens avec lesquels les compagnies de "Junior Achievement" marchent.

Chaque année plusieurs retraits de ce genre figurent au palmarès des scandales. On répond à un besoin pressant, puis celles furent des déceptions. Les membres les plus populaires.

Une retraite couplée, tout en réunissant les éléments de base d'un retraité ordinaire — un couple, une maison, un comportement, en plus, des aspects d'investissement particulier à la vie de couple — permet à un couple et à un médiateur traitant d'un façon plus spécifique et plus adaptée à la vie de couple, le mariage. On se livre à une étude pratique des relations entre époux et enfants. On envisage le sacrement et la vie du mariage dans une perspective chrétienne. On examine les problèmes managés. Chaque couple, au cours de la retraite, est encouragé à résoudre ses problèmes et à réviser son idéal. Si le couple n'est pas satisfait, il et la femme, ensemble ou séparément, selon leur choix, peuvent demander d'adhérer à la retraite.

Un tel effort tend à deux ne pas seulement d'adhérer à la vie conjugale des couples qui s'y sont engagés, mais aussi de vivre une occasion unique de résoudre nombre de problèmes.

Chaque couple est invité à inscrire

jeunes déçus des conditions de leur mariage et demandant aux bureaux de l'«*Junior Achievement*» l'autorisation de se joindre à une retraite de couples. Les membres des compagnies fruent de salaires et les commissions sur ce que produit vendent.

Chaque compagnie paie des taxes applicables, mais réduites. Au cours de la retraite, les couples cessent leur activité après avoir fait le bilan de leurs comptes. Ils ne paient pas de taxes sur les bénéfices entre les actions naires.

Chaque retraite «*Junior Achievement*» continuera à «*Junior Achievement*» continuer à grande et attirera son budget. On continuera à offrir la valeur des entreprises contrôlées. On continuera à offrir la valeur des entreprises contrôlées.

«*Quand on participe au «Junior Achievement», on est dans le monde des affaires.*»

Gérard D'AVIGNON,

St. Boniface Company
 1500 Avenue Henri
 Téléphone: 331-7233
 331-7483
 Leçons de musique
 Ouvert de 9 h. à 5 h. p.m., sauf le samedi, ouvert tous les jours

NOUVEAU NOUVEAU

appelant (Globe 3-8025. Les places seront réservées selon l'ordre des demandes — "premiers arrivés, premiers servis". On annonce aussi une retraite pour hommes — du 5 au 7 février.

NOUVELLES HEURES
à partir du 1^{er} février 1965
Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi
de 9 h. a.m. à 9 h. p.m.
Fermé le samedi et le lundi

Imprimerie Prévost

EPICERIE MAGER
184, avenue Provancher St-Boniface
Voyez notre circulation d'ouïguins dans les viandes
de chais — Epiceries — Fruits — Légumes
Appellez Chapal 7-4101

DORWIN INDUSTRIES LTD.
1524, RUE ERIN, WINNIPEG
Fenêtres et portes en métal — Revêtement en aluminium Alcan
Aurents en métal — Fenêtres panoramiques
Estimation gratuite — Aucune obligation
Représentant: J.-A. Pelletier
Téléphones: Bureau, SP 2-0451; Résidence, 283-5618

HARRY'S BAKERY
OVEN FRESH
BAKED GOODS
Frais, sortant du four de la boulangerie
SPECIAUX, VENDREDI ET SAMEDI
Biscuits 18c la douzaine
Gâteau riche au beurre,
régulier 55c maintenant 48c
190, avenue Provancher, St-Boniface

vis-à-vis de l'Hôtel de Ville

 Élégantes chaussures
pour dames, hommes et enfants

MAGASIN DE CHAUSSURES

Réparations de chaussures

J.-P. GUAY

196, avenue Provencher,
St-Boniface

Téléphone: CE 4-1119

CITÉ DE SAINT-BONIFACE
AVIS

AVIS est par les présentes donné que le Rôle d'Évaluation pour taxes d'assiette de la Cité de Saint-Boniface, pour l'année 1965, est complété et pourra être examiné à mon bureau. Ceux qui désirent porter plainte contre leur évaluation devront adresser leur plainte à mon bureau pas plus tard que le quinzisième jour de février, A.D. 1965.

La Commission de Révision de la Corporation Métropolitaine du Grand-Winnipeg tiendra la Cour de Révision en la salle du Conseil de l'Hôtel du Ville de St-Boniface, le mercredi, vingti-quatrième jour de février, A.D. 1965, à 7 h. 30 du soir, pour examiner lesdites évaluations et recevoir toutes plaintes y relatives requies dans le délai ci-dessus spécifié. Les plaintes ou demandes de réévaluation devront se faire par écrit et l'on devra y donner les raisons et la nature de ses plaintes ainsi que la démonstration de la propriété en question. Lesdites plaintes doivent être adressées au Greffier.

DONNÉ à Saint-Boniface, ce vingt-deuxième jour de janvier, A.D. 1965.

Maurice PRUD'HOMME
Greffier

Durant l'Octave de l'unité des Eglises,
un volume d'actualité:
"Delaere et l'Eglise ukrainienne du Canada"

APPELEZ VOTRE ELECTRICIEN OU
MANITOBA HYDRO

